

REPENSER LA CONSERVATION : VERS DES STRATÉGIES « SANS REGRETS »

■ Anne-Caroline PRÉVOT

Si les humains ont commencé à exploiter les milieux naturels en les transformant il y a 10 000 ans, les sociétés occidentales ont depuis plus d'un siècle construit leur développement industriel en combinant le progrès technique à une exploitation exponentielle des ressources naturelles. Ces ressources ont été, et sont toujours, considérées comme sans limites et à la disposition des humains pour leur propre bien-être et leur propre croissance. Ce paradigme occidental a tendance à se mondialiser pour devenir le mode de pensée dominant, au moins celui des élites politiques et des acteurs économiques.

Or actuellement, nous sommes proches d'un point de basculement¹ : les changements environnementaux sont extrêmement rapides, la biodiversité se modifie à une vitesse largement supérieure à ce qui s'est passé dans les dernières crises géologiques. Un consensus international, à la fois politique et scientifique, accepte la responsabilité des activités humaines dans cette crise. Dans ce contexte, parler de crise de la biodiversité revient à parler de crise de l'humanité : nous avons construit nos modes de vie sur

1. Servigne et Stevens, 2015. *Comment tout peut s'effondrer*. Seuil.

des relations à la nature qui ne nous permettront bientôt plus de continuer à vivre de la même manière. Si nous ne faisons rien, aucun scénario ne peut prédire ce qui va nous arriver. La biodiversité s'en remettra sûrement, les humains peut-être moins bien.

Actuellement, la conservation de la biodiversité est encore souvent considérée comme contraire ou opposée aux problématiques de développement humain. Or, comme ceux qui récusent cette idéologie, je suis persuadée que la seule façon de nous en sortir est de rapprocher les réflexions sociales et écologiques, en commençant par mieux intégrer le citoyen, où qu'il soit et qui il soit (consommateur, usager, protecteur de la nature, éducateur, industriel, politique, scientifique, etc.) dans la nature qui l'entoure et dans les enjeux de conservation. Sans appeler (pour l'instant) à un changement fondamental de nos cadres d'analyse, adopter une plus grande flexibilité dans la façon de considérer la biodiversité et les humains me paraît fondamental. C'est ce que j'ai appelé, avec quelques collègues, l'enjeu des « 4R »².

Le premier R concerne la mise en réserve. La conservation de la biodiversité s'est historiquement concentrée sur la mise en réserve d'espaces, dans lesquels les activités humaines sont très fortement contrôlées. Ces milieux sont gérés de façon à conserver un certain niveau de biodiversité, défini selon des critères tels que la richesse spécifique ou l'abondance de certaines espèces ou habitats patrimoniaux. Ces réserves accueillent souvent des visiteurs, mais en nombre plutôt faible et en leur

2. Prévot-Julliard AC., Clavel J, Teillac-Deschamps P et Julliard R, 2011. The need for flexibility in conservation practices : exotic species as an example. *Environmental Management* 47: 315-321/2011. Exotic species, experienced and idealized nature. *Environmental Management* 48 : 882-884.

donnant une expérience de la nature qui reste exceptionnelle, loin de leur quotidien. La nature présente dans les réserves correspond encore souvent à la vision très idéalisée d'une nature « vierge ». Représentant actuellement environ 15 % des zones terrestres au niveau mondial, ces espaces protégés ne sont actuellement pas une réponse suffisante aux enjeux qui sont les nôtres. Ils ne permettent notamment pas d'intégrer les citoyens à la conservation de la biodiversité.

Au-delà des réserves, beaucoup d'écosystèmes – cours d'eau, plans d'eau, forêts, espaces agricoles, espaces périurbains, etc. – ont un besoin urgent d'être restaurés. C'est mon second R. La restauration est « un moyen de préserver la diversité de la vie sur Terre et de rétablir une relation écologiquement saine entre la nature et la culture »³. Attention, il ne s'agit pas de revenir à une nature « originelle ». Au contraire, la restauration offre l'occasion d'augmenter la durabilité des systèmes humains-natures. Les sciences écologiques et les savoir-faire technologiques (par exemple l'ingénierie écologique) sont ici intéressants pour inventer de nouvelles manières d'atteindre cet objectif de durabilité des systèmes socio-écologiques. Lorsque les habitats à restaurer hébergent des activités humaines, la demande sociale doit évidemment être prise en compte avant, pendant et après le processus de restauration. Mais traditionnellement, cette approche se limite à mettre les habitats restaurés à disposition du public à des fins d'éducation à l'environnement, avec une implication citoyenne très limitée.

3. Society for Ecological Restoration, <http://www.ser.org/about/mission-vision> (consulté le 11 juin 2015).

Ceci dit, la majorité de la surface terrestre n'est concernée ni par la mise en réserve ni par la restauration de milieux écologiques durables. Au contraire, notamment dans les terres agricoles et dans les forêts exploitées, les activités humaines entretiennent des liens étroits et anciens avec les dynamiques de la biodiversité. Dans ces espaces, il s'agit alors de conserver la biodiversité et, en même temps, de satisfaire les besoins de populations humaines en constante augmentation. L'écologie de la réconciliation défendue par Michael Rosenzweig⁴ (mon troisième R) consiste à penser ces deux objectifs ensemble et à articuler au mieux connaissances biologiques et compréhension des liens sociaux et culturels qui relient les sociétés humaines à la nature. Pour concilier la gestion d'une nature propice au bien-être humain et une production accrue de biens et de services, le concept clef est celui de services écosystémiques⁵. Des services dont les fonctions se situent dans quatre registres : le support (production primaire, formation des sols, etc.), l'approvisionnement (alimentation, eau potable, bois, etc.), la régulation (climat, crues, purification de l'eau, etc.) et la culture (esthétisme, spiritualité, loisirs, etc.). De plus, en mettant l'accent sur les usages de la nature, y compris récréatifs (chasse, pêche, randonnées, etc.), cette perspective permet d'augmenter l'expérience pratique de la nature pour une grande majorité d'usagers de ces espaces.

Un dernier espace terrestre important à prendre en compte est celui des milieux urbains : parce qu'ils

4. Rosenzweig ML 2003. *Win-win Ecology. How the Earth's species can survive in the midst of human enterprise*. Oxford University Press, Oxford.

5. MEA 2005. *Ecosystems and Human well-being*. Island Press, Washington DC.

sont en augmentation constante, mais surtout parce que plus de la moitié des humains y habitent et que cette proportion continue d'augmenter⁶. Or, plusieurs auteurs (comme Robert PYLE⁷ ou Jim MILLER⁸) relèvent un éloignement croissant des citadins du fonctionnement de la biodiversité, au moins dans les sociétés occidentalisées. C'est l'« extinction de l'expérience » de nature : De génération en génération, les jeunes vivent de moins en moins en contact avec la nature, au moment même où ils construisent leur identité. La part de leur identité qui intègre leurs relations intimes à leur environnement naturel diminuerait donc de génération en génération. Pas à cause d'un manque d'éducation, mais à cause surtout d'une baisse d'occasions d'expérimenter la nature sans contrainte, librement et de façon personnelle. Les conséquences de cette diminution apparaissent à l'âge adulte, quand les anciens jeunes effectuent leurs choix de vie et d'actions quotidiennes : avec une identité environnementale plus faible, ils perçoivent moins comme vital et évident le fait qu'ils ont des relations avec elle et qu'ils en ont besoin. Ils sont donc moins en demande dans leur vie quotidienne, personnelle bien sûr, mais aussi professionnelle.

La reconnexion à la nature (et c'est mon quatrième R) est donc un enjeu majeur pour la conservation de la biodiversité. Cela concerne les citadins, mais aussi à mon avis tous ceux d'entre nous (nous compris) qui adoptent le mode de vie occidental, rapide, technologique et virtuel.

Pour contrer cette tendance, il est important de continuer les actions d'éducation relative à l'environnement bien sûr, mais aussi de donner des occasions d'entrer en contact avec la nature de façon individuelle, intime et non contrainte. Il en est de la responsabilité des politiques publiques.

Les « 4R » représentent un continuum de relations croisées entre les êtres humains et la nature, adaptables à chaque contexte géographique et politique. Intégrer cette flexibilité permettrait de construire des stratégies de conservation au cas par cas, selon des objectifs bien définis, en concertation entre les acteurs concernés. Mais ceci nécessite de suite un repositionnement des acteurs sociaux, notamment les scientifiques, qui devraient ne plus se considérer comme seuls porteurs d'objectivité (le plus souvent fantasmée), mais comme des scientifiques citoyens, qui apportent certains éléments que d'autres n'ont pas, mais qui sont aussi porteurs de sensibilité, de valeurs et d'enjeux à défendre et négocier avec d'autres, eux aussi porteurs de connaissances (autres) et de relations à la nature.

Pour finir, et c'est mon utopie, dans ces conditions, la nature pourrait s'inscrire dans nos choix de vie, dans nos choix professionnels, dans nos relations sociales. Avec ce nouveau socle commun de négociation, nous pourrions alors peut-être aussi inventer de nouvelles formes de gouvernance.

6. United-Nations 2011. World Urbanization Prospects. The 2011 Revision.

7. Pyle RM 2003. Nature matrix: reconnecting people with nature. *Oryx* 37:206-214.

8. Miller JR 2005. Biodiversity conservation and the extinction of experience. *Trends Ecol. Evol.* 20:430-434.

Ne peut-on donc pas parler de socio-écosystèmes ?

Les écologues étudient le fonctionnement de la biodiversité en conceptualisant les écosystèmes, avec lesquels les sociétés humaines interagissent, mais sans en faire partie. De façon symétrique, les sciences sociales considèrent souvent la nature comme un ensemble extérieur au système (humain) étudié. Mais depuis quelques années, le concept de socio-écosystèmes¹ est utilisé pour intégrer activités humaines et fonctionnement de la biodiversité². La notion de socio-écosystème envisage de façon explicite les interrelations complexes entre systèmes écologiques et systèmes sociaux, en croisant des approches scientifiques très diverses. La modélisation des socio-écosystèmes repose sur les trois notions suivantes :

- reconnaître les interactions permanentes entre composantes écologiques et sociales des systèmes ;
- intégrer plusieurs échelles spatiales, temporelles et organisationnelles ;
- construire un système dynamique, en adaptation continue.

Dans un programme de recherche interdisciplinaire récent sur la place des pigeons dans la ville, cette approche par socio-écosystème a sans doute permis de comprendre que la question était plus sociale que biologique. En effet, alors que le focus de départ était les populations de pigeons, leur abondance et leurs nuisances supposées, une étude un peu poussée de tous les acteurs sociaux en cause dans les questions de régulation ou de gestion des pigeons urbains a permis de changer de point focal, pour arriver à travailler sur le bien-vivre des citoyens en relation avec les pigeons³.

L'approche par socio-écosystème n'est réalisable qu'en acceptant de reconnaître la place de différents savoirs, cadres de pensée et perceptions des parties prenantes. Le concept de socio-écosystème est donc riche en soi, au-delà des modélisations et des limites de ceux-ci, et ce, par la rencontre des regards et la compréhension du monde tant par l'écologie que par l'activité humaine, son histoire et ses valeurs associées. Il permet également de requalifier le concept de services écosystémiques, en considérant ces derniers par les deux bouts : fourniture de services potentiels par la biodiversité système écologique et valorisation/utilisation de ceux-ci par les sociétés humaines (système social).

1. Les premières mentions du terme datent des années 1970. D'autres auteurs parlent de « écosociosystèmes » (p. ex. T. Ollagnon).

2. Ce concept est rejeté par certains chercheurs, car jugé trop fonctionnel ou mécaniste ; il mettrait les actions humaines dans des cases, des « systèmes ».

3. Skandrani 2014. Thèse de doctorat.